

Avis émis par les représentants du personnel de la formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail (FS-SSCT)

■ Séance du 2 juillet 2024 :

Avis	Suites données par l'administration
<p>Nous demandons la modification de l'article 42 par le contenu du cadre réglementaire de la procédure de visite de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail. Nous demandons à ce que cette procédure de visite soit ajoutée en annexe au règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée. Cela fera l'objet d'un vote en CSAE.</p>	<p><i>Comme précisé dans les suites données par l'administration aux avis de la formation spécialisée SSCT du 16 avril 2024, la procédure de visite sur site de la formation spécialisée doit être annexée au règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement (CSAE) et de sa formation spécialisée. Pour ce faire, elle doit être transmise au président du CSAE pour être ensuite soumise au vote du comité, toute proposition portant modification du règlement intérieur devant faire l'objet d'un vote du comité.</i></p> <p><i>Les représentants du personnel à la FS-SSCT ayant proposé et voté le 2 juillet 2024 une procédure de visite, cette proposition sera soumise au vote du CSAE, conformément à l'article 18 du règlement intérieur du CSAE de l'UPJV et de sa formation spécialisée.</i></p>
<p>Visite du pôle OFRE : périmètre SFCU rue Frédéric PETIT, en prenant en compte les gestionnaires SFCU délocalisé(e)s sur tous les sites. Objet : nouvelle répartition des tâches et/ou des secteurs de formation couverts par chaque agent. Voir également les points ayant fait l'objet de signalements sur le registre RSST, connaissance des registres RSST, registre spécial et document unique. Date : 17/09/2024</p> <p>Il serait souhaitable de prévoir une salle avec visio pour recevoir les personnes délocalisées en groupe et une salle pour les agents souhaitant être entendus individuellement.</p> <p>Visite du SEL sciences : date 12/11/2024</p>	<p><i>Visite du Service Formation Continue Universitaire (SFCU), sis rue Frédéric Petit – Amiens, le mardi 17 septembre 2024 matin confirmée.</i></p>
<p>Nous demandons à ce que les cellules RPS (risques psychosociaux) et VSS (violences sexistes et sexuelles) présentent au référent VDHAS (violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes) tous les signalements qui leur ont été soumis même si elles ont jugé qu'ils ne relevaient pas de son périmètre d'intervention. Le référent VDHAS doit pouvoir donner un avis sur ces signalements (si c'est un problème interpersonnel ou lié à l'organisation du service ou au deux, harcèlement, ...) et permettre leur inscription et suivi dans les VDHAS.</p>	<p><i>Lors de la séance du 2 juillet 2024 de la formation spécialisée SSCT, a été précisé le périmètre des missions du référent VDHAS, à savoir :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>réunions régulières avec le référent, les chargés de mission, vice-président CA en charge des moyens, DGAS Pôle ReM, DRH, médecin et psychologue du travail : bilan (quantitatif et qualitatif) des cellules, mais aussi de tous les événements, actions... relevant de son périmètre, remontée d'informations au référent et par le référent ; de même, bilan des plans d'action relevant du périmètre VDHAS ;</i> - <i>en cas de situations d'urgence / spécifiques (et relevant de son périmètre), le référent VDHAS peut être associé aux traitements de ces situations par les cellules concernées ;</i> - <i>le référent VDHAS est systématiquement associé aux sujets et travaux de fond, en lien avec les représentants du personnel à la formation spécialisée, notamment les schémas directeurs.</i>

	<p><i>Les signalements en cellule VSS et en cellule RPS relevant de son périmètre seront présentés au référent VDHAS lors des réunions régulières prévues dans le cadre de ses missions (la 1^{ère} de ces réunions étant programmée le 23 septembre 2024). Pour ceux qui n'en relèvent pas, un point sera fait en réunion de la formation spécialisée SST à l'occasion de la présentation des bilans des cellules concernées.</i></p>
<p>L'administration doit veiller à ce qu'il y ait bien un responsable du suivi des actions du registre Santé Sécurité au Travail (RSST). Nous demandons à ce qu'une note de service soit transmise à l'ensemble des chefs de service afin de rappeler leurs obligations en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail envers leurs agents (réglementation en annexe joint à cet avis) et de clarifier leur rôle dans la gestion du suivi des actions. Cette note sera communiquée pour information aux assistants de prévention et présentera les différentes étapes à suivre pour le suivi des déclarations.</p> <p>Annexe : Article 2-1 du décret 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.</p> <p>Les chefs de service sont chargés, dans la limite de leurs attributions et dans le cadre des délégations qui leur sont consenties, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité.</p> <p>Article 3-2 du décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique. Modifié par Décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 - art. 103 Un registre de santé et de sécurité au travail est ouvert dans chaque service et tenu par les agents mentionnés à l'article 4. Ce document contient les observations et suggestions des agents relatifs à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail. Le registre de santé et de sécurité au travail est tenu à la disposition de l'ensemble des agents et, le cas échéant, des usagers. Il est également tenu à la disposition des inspecteurs santé et sécurité au travail et des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail compétentes ou, à défaut, des comités sociaux d'administration.</p> <p>Article 4- Modifié par Décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 - art. 103 Dans le champ de compétence des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ou, à défaut, des comités sociaux d'administration, des assistants de prévention et, le cas échéant, des conseillers de prévention sont nommés par les chefs de service concernés, sous l'autorité desquels ils exercent leurs fonctions. Les assistants de prévention constituent le niveau de proximité du réseau des agents de prévention. Les conseillers de prévention assurent une mission de coordination ; ils sont institués lorsque l'importance des risques professionnels ou des effectifs ou lorsque l'organisation territoriale du département ministériel ou de ces établissements publics le justifient.</p> <p>Les chefs de service concernés adressent aux agents mentionnés au premier alinéa une lettre de cadrage qui définit les moyens mis à leur disposition pour l'exercice de leurs missions. Une copie de cette lettre est communiquée à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail dans le champ de laquelle l'agent est placé ou, à défaut, au comité social d'administration.</p> <p>Les dispositions du présent article et de l'article 4-1 sont sans incidence sur le principe de la responsabilité du chef de service mentionnée au 2-1.</p>	<p><i>Les responsables des unités de travail sont déjà en grande partie identifiés dans le progiciel d'évaluation et de prévention des risques professionnels (GPUC), un travail étant par ailleurs en cours via le SI RH (SIHAM) de l'établissement pour identifier et mettre à jour la liste de ces responsables.</i></p> <p><i>Une note de service SH2SE¹ va rappeler les modalités de mise en œuvre des obligations des responsables en matière de protection de la santé, de la sécurité au travail et des conditions de travail des agents prévues par le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.</i></p> <p><small>1 : Service Hygiène, Sécurité, Sûreté et Environnement.</small></p>
<p>Les représentants du personnel de la formation spécialisée demandent à ce qu'une note de service soit transmise à l'ensemble des chefs de service rappelant les situations dans lesquelles il y a obligation à rédiger un plan de prévention en y précisant les moyens d'accéder au modèle UPJV.</p>	<p><i>La note de service SH2SE (voir supra) doit intégrer un volet « plan de prévention », avec une attention particulière apportée aux responsables des services exploitation et logistique (SEL).</i></p>
<p>Les membres de la FS-SSCT, réunis le 02 juillet 2024 demandent si l'UPJV a mis en place son PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté) afin de répondre à ses obligations de protection des agents contre toutes formes de menaces par un ou des individus extérieurs à l'établissement.</p> <p>Nous rappelons également qu'un Plan Particulier de Mise en Sûreté pour les Établissements d'Enseignement Supérieur (PPMS – EES) est spécifiquement conçu par le gouvernement pour les universités, les grandes écoles et autres établissements d'enseignement supérieur.</p>	<p><i>Comme précisé lors de la réunion de la formation spécialisée du 2 juillet 2024, l'UPJV fait face à l'absence de moyen humain pour suivre ce dossier à la suite du départ de l'établissement de l'agent en charge du plan particulier de mise en sûreté de l'établissement. Ont par ailleurs été signalées les difficultés de mise en œuvre d'un PPMS dans un établissement tel que l'UPJV, compte tenu notamment des activités, du nombre de sites et de bâtiments...</i></p> <p><i>L'université fait de ce point une de ses priorités. Ainsi, dans un premier temps, deux Fonctionnaires de Sécurité et de Défense (FSD) vont être nommés (procédure de nomination en cours). Et</i></p>

<p>Cela renvoie aux orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de 2024 rappelées dans l'annexe joint à cet avis.</p> <p>Annexe : Les orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de 2024 indique que l'établissement doit protéger les personnels de toutes formes de menaces par un ou des individus extérieurs à l'établissement. Particulièrement dans le cadre d'intrusion de personnes violentes ou d'attentat.</p> <p>Au-delà des chefs d'établissement, chaque personnel est invité à être vigilant face au risque de violences externes.</p> <p>En ce sens il convient d'anticiper et de mettre en œuvre les mesures favorisant la résilience.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place la cellule de crise de l'établissement afin d'être prêt à gérer tout événement grave susceptible de porter atteinte à la vie des agents et des usagers ainsi qu'au fonctionnement de l'établissement. - Mobiliser le collectif de travail pour définir les mesures de protection les plus appropriées en situation de menace majeure. Cette démarche permettra aux personnels d'intégrer et de donner du sens aux consignes établies. - S'appuyer pour cela sur les guides* de recommandations rédigés par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). - Consigner dans un document de synthèse l'ensemble des dispositions prises. - Informer et former les personnels sur les mesures de prévention spécifiques en situation de menace majeure. - Réaliser des exercices dédiés visant à confirmer et à améliorer les dispositions établies. - Préparer un dispositif d'accompagnement des agents et des usagers victimes de situations à risque de stress post traumatique. - Faciliter l'octroi de la protection fonctionnelle des agents. - Intégrer au Duerp et au programme annuel de prévention l'analyse des menaces et les mesures nécessaires pour la sécurité des personnes. <p>* Guide à destination des présidents d'université, des directeurs d'établissement d'enseignement supérieur et des référent défense et sécurité (2016).</p> <p>* Guide de bonnes pratiques pour la sûreté dans espaces publics (2021) DGRH : Orientations stratégiques ministérielles 2024 MESR Page 5</p> <p>Nous rappelons également qu'un Plan Particulier de Mise en Sûreté pour les Établissements d'Enseignement Supérieur (PPMS – EES) est spécifiquement conçu par le gouvernement pour les universités, les grandes écoles et autres établissements d'enseignement supérieur. Il prend en compte les particularités de ces institutions, telles que la présence de laboratoires de recherche et d'installations spécialisées. Ce plan vise à protéger les étudiants, le personnel et les installations contre les risques majeurs et les menaces terroristes. Il met l'accent sur la prévention et la gestion des risques spécifiques à ces établissements, tels que les incidents liés à la recherche scientifique, les accidents chimiques, les actes de violence, et autres. Il exige la mise en place de mesures de sécurité appropriées, telles que des systèmes de surveillance, des procédures d'évacuation, des plans d'alerte, et des formations spécifiques pour le personnel et les étudiants.</p> <p>Les membres de la formation spécialisée proposent qu'une ligne budgétaire soit attribuée aux services ayant rédigé leur document unique pour les aider à financer la mise en place d'actions de prévention en matière de santé et de sécurité. Cela permettrait</p>	<p>les ressources nécessaires pour progresser sur ce chantier ambitieux sont en cours d'identification et de déploiement.</p> <p>1 : Nommés par le Haut Fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur proposition du Président de l'université.</p> <p>Comme précisé lors de la réunion de la formation spécialisée du 2 juillet 2024, en l'état, il n'y a pas de crédits supplémentaires pouvant être fléchés "sécurité" par les unités de travail. Les chefs de service concernés doivent prévoir les crédits nécessaires au</p>
--	---

<p>d'aider les chefs de service à remplir leur obligation de santé et de sécurité et serait un levier permettant de favoriser la rédaction des documents uniques. Lignes de crédits spécifiques présentées en séance pour avis de la FS-SSCT.</p>	<p><i>regard des crédits qui leur sont attribués. Des actions de prévention, notamment en matière de sécurité, peuvent par ailleurs être prises en charge par l'établissement pour les services n'ayant pas les ressources nécessaires.</i></p>
<p>Nous membres de la formation spécialisée nous demandons à recevoir dans les plus brefs délais le procès-verbal de la séance du 16/04/2024 comprenant notamment le compte rendu des débats et le détail des votes, à l'exclusion de toute indication nominative. Nous demandons également à ce que nos avis ainsi que les suites données aux avis de la séance du 16/04/2024 soient portés à la connaissance des agents sur le site personnel de l'UPJV.</p> <p>Nous signalons la difficulté à trouver la rubrique « instances » sur le site dédié aux personnels et usagers depuis la refonte du site internet de l'établissement.</p> <p>En annexe le rappel des articles 36 et 39 du règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée.</p> <p>Article 36 : Le secrétariat administratif des réunions de la formation spécialisée est assuré par un agent de l'établissement spécifiquement désigné par le président de la FS et qui assiste aux réunions. Cet agent est particulièrement chargé, après chaque réunion, de la rédaction du procès-verbal qui comprend notamment le compte rendu des débats et le détail des votes, à l'exclusion de toute indication nominative. Ce document est signé par le président et par le secrétaire, puis transmis dans le délai d'un mois aux membres de la FS. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation de la formation spécialisée lors de la séance suivante.</p> <p>Article 39 : Les projets et avis émis par la formation spécialisée sont portés à la connaissance des agents en fonction dans l'établissement dans un délai d'un mois. Cette publicité prendra la forme d'une mise en ligne sur le site internet de l'université.</p> <p>Le président informe, dans un délai de deux mois, par une communication écrite, les membres de la FS des suites données aux propositions et avis émis par la formation spécialisée.</p>	<p><i>Une page dédiée à la formation spécialisée SSCT est bien accessible sur le site internet de l'UPJV¹, avec une rubrique spécifique consacrée aux avis émis par les représentants du personnel et suites données par l'administration. La refonte du site internet de l'établissement a modifié les informations mises en ligne, notamment concernant les instances consultatives, certaines informations ayant été retirées. Un travail est en cours avec la Direction de la Communication pour reconfigurer les pages dédiées à la formation spécialisée.</i></p> <p><i>De même, les services font leur possible pour rattraper le retard pris dans la rédaction des PV.</i></p> <p>1 : https://www.u-picardie.fr/lupjv/notre-organisation/instances > Instances > Instances consultatives > Formation Spécialisée Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FS-SSCT).</p>

Amiens, le 19 septembre 2024

Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne



Pr. Mohammed BENLAHSEN